

Pontoise, le 09 juillet 2025

Nos réf. : UD95-2024-414
Affaire suivie par : Grégory LEROY
Courriel : gregory.leroy@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 0171284804
N° AIOT : n°0006512189
Affaire : PAC

SUEZ RV Energie
ZAC du chemin vert
95100 Argenteuil

Monsieur le Directeur,

Par courrier du 14 avril 2025, vous avez transmis un porter à connaissance, relatif à votre établissement SUEZ RV Energie situé ZAC du chemin vert à Argenteuil (95100) concernant la création d'un bâtiment de transit de mâchefer, classable au titre de la rubrique 2716 à enregistrement et la cessation définitive de l'activité de traitement de mâchefer.

Je vous informe que les éléments présentés permettent de conclure que cette modification est notable mais non substantielle au sens de l'article R. 181-46.I du Code de l'environnement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Préfet, et par délégation,
Pour la directrice et par subdélégation,
L'adjoint au chef de l'unité départementale du Val d'Oise

Pontoise, le 09 juillet 2025

Nos réf. : UD95-2024-414
Affaire suivie par : Grégory LEROY
Courriel : gregory.leroy@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 0171284804
N° AIOT : n°0006512189
Affaire : PAC

INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet :
Porter à connaissance

Exploitant concerné :
SUEZ RV Energie

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

ÉTABLISSEMENT	
Raison sociale	SUEZ RV Energie SIRET : 62201274801009
Adresse de l'établissement	ZAC du chemin vert - 95100 Argenteuil
Adresse administrative du groupe	SUEZ RV Energie 4, Place de la Pyramide, Altiplano 92800 Puteaux
Activité	Centre de traitement et de valorisation de mâchefers
Régime	A

1. PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Classement ICPE :
Autorisation → rubriques 2791 et 3532

Contacts :
M. REQUIER Nicolas ; directeur général délégué

Mme DECENEUX, chef de projet Île-de-France

Réglementation applicable :
Arrêté préfectoral complémentaire du 10 mars 2021

M. TUTAK Régis, responsable du site

2. OBJET DU PRÉSENT RAPPORT

Par courrier du 14 avril 2025, la société SUEZ RV Energie a transmis un porter à connaissance concernant une demande de modification d'exploitation de son site et une notification de cessation de l'activité de traitement de mâchefers.

L'objet du présent rapport est de faire part à Monsieur le Préfet du Val-d'Oise des suites qu'il convient de donner à ces éléments.

3. CONTEXTE

La société SUEZ RV Energie exploite un centre de traitement et de valorisation des mâchefers conformément à l'arrêté préfectoral du 3 novembre 1999 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 19 mars 2015 et 10 mars 2021.

L'installation est située à Argenteuil, rue du chemin vert au numéro 2, dans la zone d'activité industrielle.

Figure 1 : vue aérienne du site dans son environnement



4. PRÉSENTATION DE LA MODIFICATION

Les modifications présentées par la société SUEZ RV Energie par courrier du 14 avril 2025 concernent la création d'un bâtiment de transit de mâchefers au titre de la rubrique 2716 à enregistrement.

Cette modification intervient dans le cadre d'un projet global de modification de l'ensemble « incinérateur – IME – déchetterie » du syndicat AZUR à Argenteuil. Dans ce cadre, il convient de noter que la cessation de l'activité de traitement des mâchefers est engagée sur le site.

Cette dernière activité est arrêtée depuis le mois de mai 2025. Ceci apparaît dans le tableau de classement proposé au §5.1 ci-dessous.

5. IMPACT DE LA MODIFICATION SUR LA SITUATION ADMINISTRATIVE

5.1. Classement au titre de la nomenclature ICPE

La conséquence de la modification sur la situation administrative de l'établissement est la suivante :

Rubrique	Seuil	Libellé de la rubrique	Volume actuel	Modification du projet
2791	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j		Arrêt de l'activité
3532	A	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE: -traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	Capacité de traitement : 57 900 t/an soit 1500 t/j Capacité de stockage : 35 000 tonnes (42 000 m ³) Puissance installée des machines fixes : 200 kW	Arrêt de l'activité

Rubrique	Seuil	Libellé de la rubrique	Volume actuel	Modification du projet
2716	E	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Transit couvert par la rubrique 2791	Nouveau bâtiment de transit capacité de 4200 m ³
1435-1	NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :	/	/
4734	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.	1 cuve de GNR de 5 m ³	Retrait de la cuve

5.2. Actes administratifs

Les projets de modification présentés par l'exploitant impactent l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 mars 2021 et notamment son article 1.2.1 : Nature des installations.

- Rubrique 2791 et Rubrique 3532 :

L'activité de traitement des mâchefers est mise à l'arrêt, le bâtiment va être démantelé et sera remplacé par une nouvelle déchetterie ainsi que des locaux administratifs (ceci fait l'objet d'un dossier d'Enregistrement actuellement en cours d'instruction).

- Rubrique 4734 :

Suite à la demande de modification d'exploitation et la création du nouveau bâtiment temporaire pour les mâchefers ainsi que celui pour les nouveaux locaux administratifs et la nouvelle déchetterie, la cuve de GNR de 5 m³ sera retirée.

Rubrique 2716 :

Suite à la création de la nouvelle déchetterie et des nouveaux locaux administratifs d'AZUR en lieu et place de l'actuel bâtiment de traitement de mâchefers, l'exploitant indique devoir construire un nouveau bâtiment temporaire afin de réaliser une activité de stockage de mâchefers d'un volume de 4 200 m³, classable au titre de la rubrique 2716 au seuil de l'enregistrement.



Figure 2 : vue aérienne du site et des nouveaux bâtiments (mâchefers et déchetterie)

Analyse de l'inspection

Les modifications présentées par l'exploitant sont de nature à modifier le classement ICPE du site. L'exploitant a réalisé au titre de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement, une demande d'examen au « cas par cas » en vue de l'ajout de la nouvelle rubrique 2716 à enregistrement. Cette demande a fait l'objet d'une décision préfectorale exemptant l'exploitant de la réalisation d'une évaluation environnementale.

Cependant, l'exploitant se doit de respecter, suite au nouveau classement ICPE établi, les dispositions de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatifs aux installations classées sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2716.

Enfin, les modifications ne sont pas visées par un autre point du tableau en annexe au R. 122-2 du Code de l'environnement.

6. ANALYSE DES DANGERS ET INCONVÉNIENTS INDUITS PAR LE PROJET DE MODIFICATION AU REGARD DU CRITÈRE 3° DU R.181-46.I

6.1. Construction d'un nouveau bâtiment de stockage de mâchefers

L'exploitant indique dans son porter à connaissance que le bâtiment de stockage de mâchefers sera tout d'abord un bâtiment temporaire. Celui-ci sera construit sur la dalle étanche actuelle du site. Sa

composition sera une structure métallique avec des poteaux. Ces poteaux seront posés sur des voiles de soubassement en béton existants avec une couverture bicouche.

La surface projetée au sol de la charpente sera de 840 m². De plus, le bâtiment sera clos sur 3 façades et couvert.

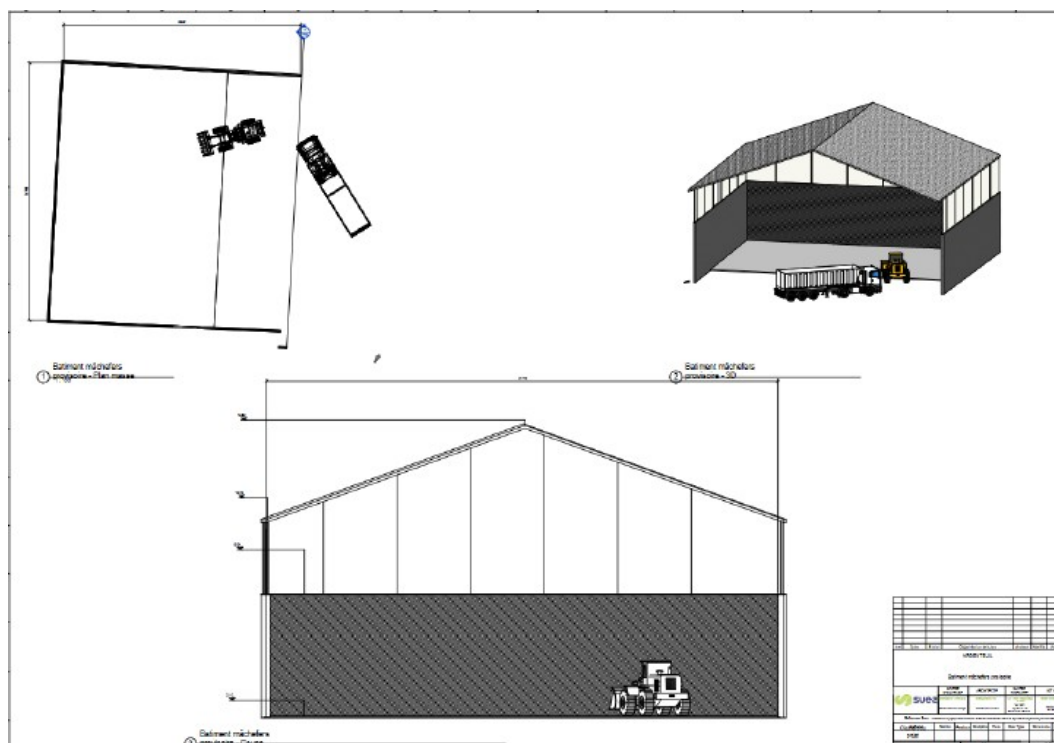


Figure 3 : Plan du nouveau bâtiment temporaire

6.2. IMPACTS DU SITE SUITE À LA MODIFICATION

Dans son porter à connaissance, l'exploitant analyse les impacts générés par les modifications, pour les différents enjeux présentés (pollution de l'air, de l'eau, bruit, trafic routier, impact paysager, production de déchets, occupation de l'espace, faune, flore, horaires de fonctionnement, impact sur les zones humides, consommation d'eau, d'énergie, ...).

1. Impacts sur l'air et la santé

Dans son porter à connaissance l'exploitant indique que le bâtiment sera couvert sur 3 façades afin d'éviter les envols de matières et de poussières. De plus aucun traitement ne sera réalisé sur le mâchefer stocké ce qui diminue les risques d'envols. L'exploitant indique que l'impact sur la santé et l'air est jugé faible.

2. Impacts sur le trafic routier

En 2023, l'IME a reçu 41 177 tonnes de mâchefers en provenance de l'UVE d'AZUR qui lui est contiguë ainsi que 3 lots provenant d'autres usines d'incinération en île-de-France, soit 6195 tonnes.

L'exploitant indique que seuls les mâchefers en provenance de l'incinérateur de l'UVE d'AZUR d'Argenteuil seront stockés, aucun mâchefer en provenance de l'extérieur ne sera accueilli.

L'exploitant estime une baisse du trafic routier de poids lourds de 20 % par rapport à l'activité actuelle.

En date du présent rapport, une diminution du trafic routier est déjà constatée, suite à l'arrêt en mai 2025 de l'activité de l'IME.

3. Impacts sur les sols et les eaux souterraines

Dans son porter à connaissance, l'exploitant indique que le bassin de collecte des eaux polluées, d'un volume de 120 m³, est conservé durant l'entièreté de la période où le bâtiment temporaire sera présent.

L'exploitant explique que les eaux pluviales ne seront plus en contact avec le mâchefer car celui-ci sera stocké dans un bâtiment couvert. De plus l'activité sera exclusivement une activité de stockage et non de traitement de mâchefers.

L'exploitant indique que le système de gestion des eaux polluées reste inchangé. Le système de récupération des effluents du bâtiment temporaire restera dirigé vers l'actuelle fosse de réception et ensuite dirigé vers le bassin de décantation.

Enfin, l'exploitant indique que les eaux pluviales seront évacuées par des cuvettes d'eau pluviale.

4. Impacts sur l'intégration paysagère

L'exploitant indique que le bâtiment construit sera temporaire et qu'il sera démonté à l'issue des travaux. De plus, le bâtiment temporaire construit restera dans les limites cadastrales du site, qui lui est au sein d'une zone d'activités industrielles dans la commune d'Argenteuil.

5. Impacts liés aux travaux et planning

L'exploitant indique que le CVE continuera de fonctionner durant toute la période des travaux. Dans ce sens un planning articulé autour de phases a été présenté aux services de l'inspection des ICPE dans le porter à connaissance, déposé par l'exploitant. L'exploitant indique que le bâtiment temporaire sera présent durant toute la phase du chantier (de 2025 à 2030).

Les modifications ne sont pas de nature à présenter des risques significatifs supplémentaires, au contraire celui-ci indique comme indiqué précédemment, que les impacts et dangers sont amenés à diminuer suite à l'arrêt de l'activité de traitement de mâchefers.

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis par l'exploitant permettent de constater que les modifications ne sont pas de nature à entraîner des inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été préparé dans ce sens, afin de prendre en considération les nouvelles prescriptions techniques imposées à l'exploitant suite à sa nouvelle activité, notamment celles de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif à la rubrique 2716 à enregistrement.

6.3. Conformité du projet à l'arrêté ministériel relatif à la rubrique 2716

Dans son porter à connaissance, l'exploitant indique les actions mises en place afin de se conformer à l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif à la rubrique ICPE 2716 à enregistrement, notamment concernant les enjeux liés à cette nouvelle rubrique.

1. Risques incendie

L'exploitant indique dans son porter à connaissance que des moyens adéquats de lutte contre l'incendie seront déployés durant la phase temporaire de stockage ainsi que du chantier.

L'exploitant précise cependant que le risque d'incendie est faible du fait de la composition physico-chimique des mâchefers, qui sont incombustibles et ininflammables. Enfin, l'exploitant indique que ses installations électriques seront conformément entretenues et vérifiées, selon les règles en vigueur. Un plan de défense incendie sera mis en place si nécessaire, indique l'exploitant dans son porter à connaissance. L'exploitant s'engage en plus, conformément à la réglementation en vigueur, de réaliser un exercice incendie.

2. Prévention des accidents et des pollutions accidentelles

L'exploitant indique dans son porter à connaissance, qu'aucun stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution ne sera fait au sein du bâtiment. Le bâtiment sera sur la dalle étanche du site déjà présente. De plus, l'exploitant disposera d'un justificatif de dimensionnement de la capacité de rétention requise en cas d'accident, attestant de sa conformité. Les eaux d'extinction seront collectées et envoyées vers des filières de traitement appropriées.

Un bardage de délimitation foncière sera créé et seul des mâchefers seront stockés au sein du bâtiment. Aucune habitation n'est présente à moins de 100 mètres et le bâtiment sera couvert.

3. Émission dans l'eau

L'exploitant indique, que deux réseaux d'instincts sont présents sur site : un pour les eaux pluviales et un pour les eaux usées. Les eaux issues du stockage de mâchefers seront dirigées vers la lagune du site.

Le plan des réseaux est déjà présent sur le site et sera remis à jour suite au chantier. De même, pour les points de prélèvements qui sont déjà en place sur le site. Enfin, l'exploitant indique qu'il continuera comme c'est le cas actuellement d'entretenir ses dispositifs de traitement des effluents susceptibles d'être pollués.

4. Émission dans l'air

Les déchets admis et stockés ne sont pas fermentescibles, indique l'exploitant dans son dossier. De plus un dispositif d'aspersion sera prévu. Le risque d'envol de poussières est quant à lui limité grâce à la couverture du bâtiment et des 3 façades mises en place.

L'exploitant affirme que les modifications sollicitées dans le cadre du projet n'auront pas d'effet négatif vis-à-vis des risques technologiques dans la mesure où les méthodes et les mesures mises en œuvre sur le site seront maintenues, notamment concernant la gestion des eaux pluviales et eaux polluées ainsi que la gestion des émissions atmosphériques.

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis par l'exploitant permettent de constater que la modification n'est pas de nature à entraîner des risques significatifs supplémentaires pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement.

7. AVIS ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Par courrier du 14 avril 2025, la société SUEZ RV Energie a transmis un porter à connaissance concernant plusieurs modifications de son site ainsi qu'une demande de cas par cas concernant ses modifications.

Après analyse, par l'Inspection, du cas par cas, les éléments transmis par l'exploitant permettent de conclure que les modifications d'exploitation ne justifient pas d'imposer à l'exploitant la réalisation d'une procédure d'évaluation environnementale et qu'elles ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement.

Aussi compte tenu de l'évaluation des impacts et des risques fournie par l'exploitant, les demandes peuvent être considérées comme recevables.

L'inspection des installations classées propose par conséquent d'informer l'exploitant que la modification présentée est notable mais non substantielle au sens de l'article R. 181-46.I du Code de l'environnement.

Des prescriptions complémentaires sont nécessaires afin d'autoriser les demandes de l'exploitant.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées propose de supprimer et remplacer les prescriptions techniques applicables à l'établissement et fixées par l'arrêté préfectoral du 10 mars 2021 par les prescriptions techniques suivantes :

- l'arrêté ministériel du 06 juin 2018, relatif aux installations classées sous le régime de l'enregistrement pour la rubrique 2716 de la nomenclature des ICPE ;

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire, joint au présent rapport, a été préparé dans ce sens.

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, l'avis du Comité Départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas réglementairement requis.

<i>Rédacteur</i> L'inspecteur de l'environnement	<i>Vérificateur et Approbateur</i> Pour la directrice, par délégation, L'adjoint au chef de l'unité départementale du Val-d'Oise